

Communiqué de presse

Médecins en faveur de l'Environnement (MfE), le 10. décembre 2020

Déchets chimiques dans le quartier bâlois de Klybeck

«De toute évidence, l'office de l'environnement conseille mal le Conseil d'État»

Selon toute probabilité, il y a des substances très toxiques comme de la benzidine sous les sites chimiques du quartier de Klybeck à Bâle. Mais le gouvernement justifie constamment son inaction avec de nouvelles affirmations qui sont fausses.

«À Bâle-Ville, l'interprétation de l'ordonnance sur les sites contaminés semble diverger selon les besoins du moment». Voilà ce que dit, entre autres, le Prof. Walter Wildi, géologue et expert en sites contaminés à l'université de Genève, à propos **d'une réponse** du conseiller d'État bâlois Christoph Brutschin (parti socialiste suisse) du 27 octobre 2020 aux Médecins en faveur de l'Environnement (MfE).

C'est suite à une **table-ronde** sur le sujet des sites chimiques contaminés dans le quartier de Klybeck que l'échange de lettres a eu lieu. En se référant à l'office de l'environnement et de l'énergie de Bâle-Ville (OEE), Brutschin affirme qu'une modification de l'ordonnance sur les sites contaminés (OSites) est nécessaire. Alors seulement il sera possible de chercher systématiquement à Klybeck les substances hautement pathogènes comme la benzidine. Cette substance cause **le cancer de la vessie**. Lors de la table-ronde, les MfE ont contesté qu'une modification de l'ordonnance est nécessaire. Brutschin a campé sur ses positions. Suite à cela, ils ont confronté, **par courrier**, le conseiller d'État à son affirmation douteuse.

Dans sa réponse, Brutschin admet certes qu'une modification de l'ordonnance sur les sites contaminés n'est pas nécessaire. Mais dans sa lettre, il justifie à nouveau l'inaction de son OEE avec de fausses assertions.

Des analyses incomplètes

En mai 2019, **une expertise des MfE** critiquait déjà l'OEE. Elle révélait que, lors des clarifications relatives aux sites contaminés à Klybeck, les substances chimiques dangereuses comme la benzidine n'avaient jamais été systématiquement cherchées. Sachant que, dans un rapport historique datant de 2000, l'entreprise chimique qu'est la Ciba SC (aujourd'hui BASF) et le groupe pharmaceutique Novartis avaient expressément évoqué la pollution chimique sur leur site de Klybeck, et notamment celle causée par la benzidine. Dans sa lettre, Brutschin défend son office. Il y écrit que dans ce rapport, la benzidine n'est «spécifiée qu'à titre d'exemple pour l'une des nombreuses substances utilisées dans l'entreprise» et «n'est pas explicitement décrite comme substance à risque pour laquelle d'autres analyses devraient être impérativement réalisées». Et «aucun indice d'avaries avec de la benzidine» n'est décelable dans tout le rapport.

«Mal conseillé»

Sigrid Rembold était co-auteur du rapport historique de 2000. Et elle retient du courrier de Brutschin: «De toute évidence, l'OEE conseille mal le conseiller d'État Brutschin. Dans notre rapport, nous avons évidemment délimité les zones à risque afin que la présence des substances particulièrement dangereuses que nous avons nommées, soient analysées dans le sol et la nappe phréatique de ces zones. Et la benzidine en fait également partie». Et elle continue: «Ces substances à risque doivent être également cherchées le long des canalisations d'évacuation présentant des fuites, sous les anciens bâtiments de production, les sites de stockage et de transbordement environnants des produits chimiques, sous les voies de transport et ferroviaires ainsi qu'au

niveau des décharges se trouvant sous les routes du quartier de Klybeck». Elle ne comprend pas «pourquoi cela n'a pas eu lieu jusqu'à aujourd'hui». En outre, elle ajoute: «Évidemment, des avaries étaient aussi présentes à Klybeck dans les bâtiments contenant de la benzidine. Elles sont **explicitement documentées** dans notre rapport historique».

Le conseiller d'État Brutschin écrit aussi qu'il n'y a pas de valeur limite de la benzidine valable pour Bâle – resp. de valeur de concentration comme la norme l'ordonnance sur les sites contaminés. Une telle valeur «doit être désormais déduite pour chaque site». C'est pourquoi, il «n'est pas possible d'utiliser» à Bâle la **valeur de concentration déduite pour la décharge de Gamsenried de la Lonza** (VS). Une décharge n'est pas comparable à une usine comme à Klybeck.

Les valeurs limites de la benzidine sont applicables

Manfred Beubler conteste cela. Il a travaillé de 1994 à 2013 comme directeur du département protection des eaux à l'OEE où il était également responsable des sites contaminés: «Toutes les valeurs de concentration de l'ordonnance sur les sites contaminés sont déduites sur la base de critères toxicologiques généraux. Pour évaluer un site contaminé, seuls son potentiel de polluants et ses émissions dans l'eau, l'air et le sol sont déterminants. C'est pourquoi, une valeur de concentration pour la benzidine dans la nappe phréatique qui a été déduite dans un autre canton pour un site de stockage, en concertation avec l'Office fédéral de l'environnement OFEV, est également applicable pour évaluer un site d'entreprise comme les sites chimiques de Novartis et BASF à Klybeck.»

Des affirmations encore et toujours erronées

Lorsqu'il s'agit des sites pollués à Klybeck, les autorités bâloises, et l'OEE notamment, se laissent aller, de manière répétée, à des allégations **faciles à réfuter**. Ainsi, le gouvernement a laissé entendre que les déchets chimiques se trouvant sous les rues du quartier de Klybeck ont été «**analysées minutieusement**». Deux forages ont certes eu lieu en 1929 et 1976. Mais le problème est le suivant : à l'époque, il n'existait pas encore de technique d'analyse correspondante pour ces nombreuses substances problématiques. Des analyses minutieuses n'étaient donc pas du tout possibles. **Il manque même les forages** pour l'aire de jeu d'Ackerhöfli.

«L'OEE de Bâle-Ville dispose-t-il effectivement de la compétence et de l'indépendance requises en matière de sites contaminés?», telle est la question que pose Marcos Buser, géologue et autrefois conseiller du gouvernement jurassien pour la décharge chimique de Bonfol.

Des doutes sont de mise.

Un nouveau quartier, avec 20 000 habitants et 30 000 postes de travail, doit émerger sur les sites chimiques de BASF AG et Novartis AG dans le quartier de Klybeck à Bâle. Les MfE exigent: d'abord assainir proprement, ensuite construire.

Informations supplémentaires:

«**Évidemment, des avaries étaient aussi présentes dans les bâtiments benzidine** », OEKOSKOP 4/20 (extrait)

Beaucoup plus de benzidine et d'autres substances carcinogènes dans le quartier bâlois, OEKOSKOP 1/20 (en allemand)

Les déclarations de Bâle relatives aux déchets chimiques de Klybeck sur le banc d'essai, Oekoskop 4/19 (en allemand)

Contact:

Dr. Martin Forter, expert en sites pollués et directeur des MfE

061 691 55 83